



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 28/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WM88

307 Square des Champs Elysées
91000 Évry-Courcouronnes

Références : S-24-217RP
Code AIOT : 0006202606

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement WM88 implanté 2 place de la Gare BP 4 88170 Châtenois. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WM88
- 2 place de la Gare BP 4 88170 Châtenois
- Code AIOT : 0006202606
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WM88 exploite à CHATENOIS une usine de fabrication de cuisines et de salles de bains en kit.

La société WM88 exploite des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et bénéficie de plusieurs actes administratifs pris depuis 1960, en particulier les arrêtés préfectoraux :

- du 29 avril 1960 en vue de l'exploitation d'une fabrique de meubles au nom de la société MANUEST – BREUIL et Cie (Rubrique 81 : atelier de travail du bois, 405 : application de vernis) ;
- n° 70/78 du 20 avril 1978 pour l'extension des activités d'application de peintures et vernis, de séchage de peintures et vernis (Rubriques 405 B-1-a et 406-1-a) ;

- n° 222/84 du 23 février 1984 autorisant l'extension du site suite à la modification de la chaufferie bois, de la construction d'un atelier de 4 920 m², de l'extension d'un abri à bois de 570 m² et du magasin de 420 m² ;
- n° 283/2018 du 13 février 2018 modifiant les conditions d'exploitation en actant l'enregistrement de la rubrique 1510.

Ainsi que le récépissé de changement d'exploitant du 21 septembre 2011 au profit de la société WM88.

Contexte de l'inspection :

Contrôle du respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 881/2023/DREAL/UD88 du 07 août 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1	Sans objet
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1	Sans objet
4	Vanne d'isolement du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 20 février 2024 ainsi que les documents transmis à l'inspection le 07 novembre 2023 ont permis de vérifier les actions entreprises pour se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 881/2023/DREAL/UD88 du 07 août 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit présenter à l'inspection un état des matières stockées mise à jour à minima de manière hebdomadaire.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 01 juin 2023, l'inspection avait constaté l'absence d'état des matières stockées mise à jour à minima de manière hebdomadaire. Lors de la visite du 20 février 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre de l'état des matières stockées actualisé toutes les semaines et accessible à tout moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit présenter à l'inspection un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 01 juin 2023, l'exploitant n'avait pu présenter à l'inspection le plan des réseaux et des égouts à jour. Lors de la visite du 20 février 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan des réseaux et des égouts à jour, et très lisible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit présenter à l'inspection tout élément permettant de justifier que la vérification annuelle du séparateur d'hydrocarbures est réalisée et Sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit présenter à l'inspection les résultats des analyses des eaux de rejets vers le milieu naturel.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 01 juin 2023, l'exploitant n'avait pas pu présenter à l'inspection les éléments permettant de justifier que la vérification annuelle du séparateur d'hydrocarbures était réalisée ainsi que les résultats des analyses des eaux de rejets vers le milieu naturel. Lors de la visite du 20 février 2024, l'exploitant a mis en place une procédure écrite de la vérification de l'état du séparateur d'hydrocarbures avec une fiche d'enregistrement des contrôles réalisés. La fréquence définie par l'exploitant est un contrôle mensuel. Les documents ont été présentés à l'inspection. De plus, les deux points de rejets vers le milieu naturel ont été analysés par le laboratoire EUROFINs, accrédité par le COFRAC (comité français d'accréditation). Les résultats, présentés à l'inspection, montrent que l'ensemble des paramètres réglementaires ont été recherchés et que les résultats sont inférieurs aux valeurs limites prescrites par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, annexe II, article 1.6.4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vanne d'isolement du bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 07/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit présenter à l'inspection une consigne relative à l'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne d'isolement du bassin de rétention.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 01 juin 2023, l'exploitant n'avait pas pu présenter à l'inspection la consigne relative à l'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne d'isolement du bassin de rétention. Lors de la visite du 20 février 2024, l'exploitant a mis en place une consigne écrite de l'entretien et de la mise en fonctionnement de la vanne d'isolement du bassin de rétention, avec une fiche d'enregistrement des contrôles réalisés. La fréquence définie par l'exploitant est un contrôle mensuel. Les documents ont été présentés à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite